

Questions orales

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je vais tout d'abord m'assurer que ce n'est pas un travesti comme mon collègue semble le dire. Deuxièmement, je vais me renseigner très soigneusement pour savoir si ce qu'il me dit est vrai, après quoi je prendrai une décision.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Transports et ne concerne pas les travestis.

Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi il emploie M. Alan Scales comme président du conseil d'administration de la société d'État Marine Atlantique, alors que cette même personne appuie le gouvernement libéral de l'Île-du-Prince-Édouard devant la Cour fédérale, pour essayer de tuer le service de traversiers?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je n'étais pas au courant de cette situation. J'en prends note et je préparerai une réponse pour le député.

* * *

L'EMPLOI

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

La bonne nouvelle est que le Programme d'encouragement au travail indépendant remporte un grand succès dans le nord de la Nouvelle-Écosse, mais la mauvaise nouvelle est qu'il y a une région qui en est exclue et c'est le comté de Colchester.

Le ministre va-t-il prendre des mesures pour élargir l'application du programme de ETI au comté de Colchester et pour donner aux gens de cette région les mêmes chances que celles offertes à toute la province?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le fait est que dans le cadre de cette option de la Planification de l'emploi, 6,9 millions de dollars, je crois, sont alloués à la Nouvelle-Écosse.

Comme le sait le député, grâce à ses bons soins, sa circonscription de Colchester est très prospère. Il y a d'autres endroits qui traversent des temps bien plus difficiles. Malheureusement, la conjoncture est telle que nous devons nous occuper des régions de la Nouvelle-Écosse qui sont les plus touchées. Nous avons certains projets pilotes dans la région de Halifax et je vais voir si nous pourrions ou non étendre cette bonne initiative à la circonscription du député.

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Je crois qu'il s'est absenté pour quelques minutes, alors je vais l'adresser au ministre des Finances.

Le ministre a déjà clairement déclaré, à plusieurs reprises, qu'il amorcera, ces jours-ci, des négociations en vue d'obtenir des garanties additionnelles pour renforcer le Traité de libre-échange nord-américain dans le domaine des normes environnementales et salariales. Mais il a jusqu'à maintenant refusé de s'engager clairement à suspendre la signature du traité principal aussi longtemps qu'il n'aura pas conclu ces négociations supplémentaires. Il s'agit pourtant d'une affaire extrêmement importante et je crois que les citoyens ont le droit de savoir où loge le gouvernement sur cette question.

Le ministre peut-il enfin nous dire s'il va, oui ou non, lier les deux signatures?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, tout d'abord, permettez-moi de dire au député que le gouvernement est bien convaincu que l'ALÉNA est dans l'intérêt du Canada et devrait être mis en vigueur.

En ce qui concerne un accord parallèle sur l'environnement ou les normes de travail, nous étions déjà disposés à en discuter avec les Américains dès février de l'année dernière. J'ai présenté des propositions et des accords parallèles sur les normes de travail et l'environnement tant aux Américains qu'aux Mexicains. Ils les ont rejetés.

Les Américains soulèvent maintenant encore cette question. Nous nous réjouissons d'avoir une occasion de faire valoir nos arguments en ce moment.

L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, c'est là un bon exemple d'une réponse indirecte à une question très directe.

Personne ne comprendra le refus du ministre de s'engager sur une question aussi importante pour tous les Canadiens, surtout lorsque le président américain Clinton a déclaré dans un discours qu'il a prononcé récemment dans une université de son pays: «Cet accord permettra de créer de nombreux emplois en Amérique au cours de la prochaine décennie si...»—et c'est un gros si—«...d'autres accords y sont joints pour assurer le